

11 octobre 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel de ville d'Agen, jeudi 11 octobre 1984.

Monsieur le maire,

- Monsieur le président du Conseil général,

- Mesdames et messieurs,

- D'abord il faut nous excuser ou plutôt excuser le brouillard qui régnait en Dordogne et qui nous a empêché d'atterrir à Périgueux, sinon trois quarts d'heure plus tard, puis la nécessité d'employer la route et non pas les airs pour joindre la Dordogne au Lot-et-Garonne. Tout cela s'est traduit par un peu plus d'une heure de retard. Nous avons fait notre possible mais vous avez attendu ici dans cette salle et partout sur cette place.

- Je suis navré de ce contre-temps. Je n'y peux rien. Il n'empêche que cela m'a privé de l'agrément de vous rencontrer plus tôt et sans doute de rester avec vous autant que je l'aurais souhaité avant de rejoindre la commune voisine.

- Je me réjouis de ce voyage en Aquitaine que je connais bien depuis mon enfance et vers lequel je me suis dirigé lorsque j'ai désiré fixer ma famille. Aquitaine où constamment je viens, mais aussi où je m'informe. Je lis vos journaux, je rencontre vos compatriotes, je circule par vos routes et si le Lot-et-Garonne est le département peut-être pour moi le plus éloigné de cette région, il n'empêche que j'y compte assez d'amis fidèles et assez de références dans ma vie passée pour m'y sentir à l'aise. Je suis heureux, mesdames et messieurs, je vous le répète, d'être parmi vous. Je suis venu dans cet hôtel de ville à diverses reprises. J'y ai été accueilli dans cette "salle des illustres" par le Docteur Esquirol dont j'ai gardé un souvenir vivant et dont je peux dire qu'au delà des nuances politiques j'entretenais avec lui des relations d'amitié et d'estime.

- Je me souviens de quelle façon il n'avait expliqué ses projets de restauration, de rénovation pour que non seulement son Hôtel de Ville mais aussi sa ville fût chaque jour plus belle. Je tiens ici à saluer sa mémoire.

- Je viens d'entendre deux allocutions. Elles s'adressaient au chef de l'Etat de la part des principaux magistrats de cette commune et de ce département. Elles ont - et c'est parfaitement légitime - exposé un certain nombre de doléances et c'est comme cela que cela s'appelait autrefois et j'ai quand même le sentiment à l'avoir entendu que c'est bien encore de cela qu'il s'agit : de doléances. Quand cela n'avait pas d'allure d'une philippique douce et que dis-je, cela m'est agréable d'en avoir l'occasion. Merci à ceux qui me la fournissent.

Vous avez parlé de la décentralisation monsieur le maire `Georges Ricci` et monsieur le président du Conseil général `Jean-François Poncet`. Permettez-moi de corriger les informations inexactes que contenaient vos allocutions et surtout l'une d'entre elles, majeure : les crédits ont suivi les compétences au centime près et cela a été constaté par la Commission nationale constituée à cet effet qui comporte beaucoup d'élus locaux au point que la majorité de cette Commission est composée d'élus de l'opposition et ils ont dû constater qu'au centime près les crédits ont suivi le transfert des compétences. Dire le contraire, c'est tromper l'opinion. J'ajoute que bien entendu si l'on parle au nom d'une commune on peut argumenter sur ce sujet puisque les transferts de compétences vont essentiellement au département et à la région et pratiquement pas à la commune. De ce fait on ne voit pas en quoi le financement de l'Etat pour les communes et spécialement pour celle-ci serait insuffisant puisque cela n'est pas pris en compte par les dispositions législatives et que la nouvelle relation s'établit essentiellement entre la commune, le département et la région. Parlons donc du département.

- Il est possible - cela mérite examen - que la dotation globale d'équipement puisse ici où là connaître des calculs inexacts. Je ne demande qu'à en être informé et si cela est exact, monsieur le ministre de l'intérieur et de la décentralisation `Pierre Joxe` qui se trouve ici en prendra note et cela sera corrigé aussitôt.

- Mais on s'en est tenu à des notions générales et je ne pense pas qu'il soit raisonnable de dire que l'ensemble des projets qui sont devenus des projets départementaux ou régionaux, crédits à l'appui, doivent recevoir en surplus les crédits de l'Etat.

- La décentralisation, je l'ai voulue et je l'ai faite. On ne peut pas dire que cette volonté décentralisatrice, dont vous avez bien voulu me féliciter, ait été exagérément soutenue par l'opposition qui a voté contre. Mais enfin cette décentralisation a été faite et on peut s'en réjouir. On ne peut pas en attendre que non seulement les collectivités locales, départements et régions, en retirent les crédits correspondants et qu'en plus grâce à cette mesure on tire encore de l'Etat des crédits supplémentaires. Cela n'est pas raisonnable et cela ne se fera pas, sauf projet d'importance telle qu'elle justifierait cette action. J'en ai noté un monsieur le président, lorsqu'il s'agit de contenir le fleuve et d'essayer d'empêcher les catastrophes naturelles ou plutôt d'en réparer les dégâts.

- J'observerai à cet égard que c'est au cours des deux dernières années qu'a été adoptée la loi qui permet précisément de verser les indemnités correspondantes aux individus, aux familles victimes des catastrophes naturelles, ce qui n'existait pas auparavant.\

Si l'on veut être équitable - vive l'arbitre, monsieur le maire `Georges Ricci` - il faut restituer à chacun son dû et ne pas se plaindre d'un coup franc dans les 22 mètres de face et réserver à la partie d'en face les coups francs de biais à angle très aigu dans lequel il faut quelques joueurs exceptionnels. Il n'en est pas tellement : j'en connais un à Dax, j'en connaissais un autre à Romans, j'en connais quelques uns qui sont très remarquables ici-même et bien que je connaisse votre talent pour marquer dans les angles j'aimerais ne pas être condamné à m'y soumettre moi-même. J'en serais d'ailleurs, je l'avoue monsieur le maire, parfaitement incapable.

- La comparaison avec le rugby a beaucoup servi, elle m'est très sympathique. J'ai assisté en effet à cette remarquable finale du championnat du rugby l'an dernier. Je ne veux pas faire de peine à Béziers, je suis le représentant de toutes les villes de France, de toute la population et je dois donc prendre garde à ce que je dis. Si j'allais à Béziers bientôt comment m'expliquerais-je ? Mais je dois dire que la vertu offensive, le talent, la façon merveilleuse dont les joueurs d'Agen ont agi, pour perdre sur le fil à la fin, me paraissait répondre à une sorte d'injustice. A celle-là je ne peux rien monsieur le maire.

- Quant aux autres, avec votre aide je veux bien naturellement m'y appliquer. Quant aux trois quarts agiles qui ont besoin de ballon, dire ou prétendre que l'Etat retient le ballon pour empêcher les trois quarts régionaux ou départementaux de marquer, j'ai déjà dit que cela me paraissait une comparaison excessive. Le ballon, c'est-à-dire les crédits, vous les avez. Il vous appartient de les gérer et la plupart des travaux que vous m'avez cités, monsieur le président du Conseil général `Jean-François Poncet`, sont de votre autorité. De telle sorte que si cela ne se fait pas, le ballon vous a été transmis, c'est vers vous qu'il faut se retourner.\

Mesdames et messieurs, il faut le dire : il est vrai que la situation est difficile. Cela n'a pas commencé aujourd'hui.

- Je traiterai rapidement, au passage, quelques problèmes particuliers, mais importants pour la région. Par exemple celui de la centrale nucléaire. J'ai cru comprendre, au travers de ce que vous m'avez dit de Golfech, que les habitants du département voisin ont tiré plus d'avantage que ceux de celui-ci. C'est ce que je crois avoir compris. Il faut, naturellement, essayer de répartir les avantages d'une façon équitable pour les problèmes que je connais mal - vous avez bien fait de me le dire - j'ai bien fait de venir ici £ ce n'est pas la seule raison. Mais, ne serait-ce que pour cela, je vais m'en occuper.

- D'une façon plus générale, il a été question dans l'exposé de M. le président du Conseil général `Jean-François Poncet` - lui-même ancien ministre et à un rang fort important, il sait de quoi il parle - des chocs prévisibles, agricoles, industriels, de l'élargissement, sans parler du reste.

- Le choc agricole ? Oui, c'est vrai, il pleut. Je ne m'en sens pas spécialement coupable £ mais si

Le choc agricole. Oui, c'est vrai, il peut se faire en sens pas spécialement opposés mais si vous voulez bien que je vous fasse mes excuses, je suis prêt à les faire. Oui, c'est vrai le soleil et la pluie se distribuent de telle façon qu'ils nous font du tort. Je n'aspire pas à détenir, par un mouvement généreux de la majorité de l'opposition, des pouvoirs supplémentaires, en plus de ceux dont je dispose, et en particulier de celui de commander au ciel. A-partir de là, comment la collectivité nationale peut-elle corriger les effets d'une nature dont les effets sont bien irréguliers et souvent dommageables. Voilà le problème ! Et je dois dire, que pour les fruits et légumes, comme pour les problèmes du vin, nous avons engagé une action, que je vais expliquer, aussi rapidement que possible, qui permet de corriger les effets naturels ou les conséquences d'un accord international.

Le choc agricole, peut-on dire vraiment qu'il en aille ainsi pour les quotas laitiers ? Je m'adresse ici à des responsables, c'est-à-dire vous-mêmes, monsieur le ministre `Michel Rocard`, responsable éminent. Est-ce qu'il est raisonnable de penser que, une Europe à dix, produisant 105 millions de tonnes de lait, mais n'en consommant que 85 millions, est-ce que vous pensez qu'avec la garantie, c'est-à-dire l'obligation d'acheter au prix fixé, leurs productions, aux producteurs de lait, qu'il faille en plus produire 20 millions de tonnes non consommées, et donc payer le stockage, par-dessus le marché ! Est-ce que c'est raisonnable ? Je n'ai pas entendu un responsable européen le prétendre, même si certains de ces responsables étaient plus responsables que d'autres. Je veux parler de ceux de Grande-Bretagne ou des Pays-Bas, qui ont produit une agriculture industrielle hors-sol en achetant des matières fourragères aux Etats-Unis d'Amérique, à bas prix, et, de ce fait, aboutissent à une surproduction insensée, beaucoup plus que des pays comme la France, qui ont vu une augmentation de leur production d'environ 7 %, mais pas de 30 %. Et sans oublier d'autres pays, comme l'Italie, qui sont importateurs de lait par-rapport à la Communauté `CEE`, ou comme l'Irlande, dont l'économie repose, pour 8 à 10 % sur la production de lait.

- Mais s'il existe des conditions équitables de concurrence, c'est parce que la France a signé, dans les années passées, et pas depuis 1981, des accords internationaux, dits du GATT, d'entente commerciale, en acceptant le diktat américain, faisant que le soja et le reste, pénètrent en Europe sans taxe et viennent concurrencer toutes nos productions fourragères et permettre aux pays dotés d'industries agricoles, qui ne sont plus du tout rurales, de nourrir leurs animaux à si bas prix que la viande de ces animaux vient occuper nos marchés. Il ne fallait peut-être pas signer cet accord-là ! Moi, j'en ai hérité et je veux le renégocier. J'ai d'ailleurs obtenu, à Fontainebleau, que les partenaires de l'Europe, les neuf autres, acceptent cette nouvelle négociation, bien que l'accord antérieur profite à nos partenaires, sinon à nous. Eh bien, je dis que ce n'est pas de la bonne gestion. Il n'est pas possible d'endetter tous les pays de l'Europe, tous les contribuables d'Europe, pour payer 20 millions de tonnes `de lait` non consommées, afin de pousser à n'importe quelle démagogie. Il fallait le faire. Mais la France a aussitôt pris des dispositions qui ont permis de corriger absolument, sur un -plan collectif et général, la mesure prise, car les 30000 francs accordés à tout producteur de lait d'un certain âge, désireux de quitter l'exploitation, a eu un tel succès qu'aujourd'hui, la diminution de production laitière, résultant de cette mesure, le départ des plus âgés, nous sommes déjà au-dessous de la part qui nous est accordée au sein de l'Europe du Marché commun.

- Ce qui reste à ajuster, ce sont les situations particulières à l'intérieur des coopératives, dans les relations internes du monde agricole, parce qu'il y a beaucoup de producteurs - surtout les plus petits ou bien les plus jeunes - qui n'ont pas encore eu le temps de développer leur plan d'investissement, et qui, dans une situation générale assainie, risquent de se trouver déséquilibrés, pour perpétuer la production qu'ils ont déjà modernisée.

Voilà le problème. Ne croyez-vous pas qu'il faudra faire de même pour le vin ? C'est d'ailleurs ce que la France demande, si demain l'Europe est élargie à l'Espagne et au Portugal. A l'Espagne en-particulier car l'Espagne ne produit pas la moitié de ce que produit la France en vin, elle a une capacité bien plus grande que la France pour produire des vins de consommation courante. Il est très important qu'elle accepte de stopper le développement de sa production, à-partir de la signature de l'accord. Cela sauvera les viticulteurs français si, bien entendu, la limitation comme

disent les technocrates, qui parlent le latin, tout à coup, en faisant d'ailleurs des fautes d'accord c'est le quantum. Eh bien oui, à-partir de là, il faut garantir aux producteurs le juste prix pour les quantités reconnues. Voilà une politique saine : c'est celle qu nous menons. Et c'est la condition que nous avons posée à l'élargissement à l'Espagne, sur le problème du vin.\

Quant aux fruits et légumes, s'il n'y avait pas eu l'accord dû à l'initiative de la politique française et négociée avec beaucoup de forces et d'esprit de persuasion, par M. le ministre de l'agriculture, M. Rocard et par M. le ministre des affaires européennes, M. Dumas, nous n'en serions pas là. Car on vient de signer le premier accord européen, alors que l'Europe agricole existe depuis 1957 et nous sommes en 1984. Il n'y a jamais eu d'accord sur les fruits et légumes. Il n'y a jamais eu d'office en dehors du vieil office du blé, qui date de 1936, c'est-à-dire du Front populaire, permettez-moi cette référence, et puis d'un faux office de viande. Il n'y avait pas d'office £ ils existent. Et celui du blé en-particulier, fonctionne remarquablement. Et va-t-on se plaindre de l'office du blé ?

- Pour défendre les producteurs de fruits et de légumes, souhaitons que l'accord soit encore meilleur mais n'accusons pas ceux qui l'ont fait, tandis que l'on excuserait ceux qui n'y ont pas pensé avant. Voilà quelques données toutes simples, faciles à comprendre sur la réalité des choses. J'ajoute que l'Etat, pour le soutien des productions agricoles du Lot-et-Garonne, et spécialement des fruits, a consenti un effort important, reconnu par les organisations agricoles avec lesquelles je vais déjeuner dans un moment £ on ne peut pas effacer cela de la carte. Si l'on fait un bilan, il faut le faire complètement, c'est-à-dire honnêtement. Ainsi, vont les choses.\

Le choc industriel, c'est vrai, l'accroissement du chômage, c'est vrai : il était de 1 million 700 mille chômeurs environ en 1981, il est de 2 millions 300 mille et même davantage, à mesure que se dégrade un tissu industriel qui n'a pas été rénové quand il le fallait.

- L'élargissement ? Oui, le gouvernement français travaillera à la réussite de l'élargissement du Marché commun. CEE`. Oui, je connais les oppositions et les obstacles mais je vous dis : oui, le gouvernement va dans ce sens. Ce gouvernement n'ira pas dire successivement, je suis pour, puis je suis contre.

- Faute pour nous de rejeter l'Espagne hors d'Europe dans je ne sais quelle aventure, je ne sais quelle tentation, je ne sais quelle alliance préférentielle plutôt que celle de l'Europe, je dis que l'on doit réussir l'élargissement du Marché commun. Il se pose des problèmes sérieux. Prenez celui de l'Europe industrielle : pourquoi en 1970, a-t-on signé un accord industriel de douane avec l'Espagne qui font que les droits de douane d'un côté sont de 4 % et de l'autre de 17 % ? Pourquoi est-ce que l'Espagne a un privilège dans le passage des marchandises au point de tarifier nos capacités industrielles surtout dans ces régions ? Ce fut signé en 1970 £ maintenant l'élargissement permettra d'en finir avec ce mauvais accord.

- Vous êtes, m'avez-vous dit, et je vous crois, désireux de voir la France repartir du bon pied. Ce sera bon pour la compétition si le gouvernement a su obtenir de ses partenaires, et il y travaille, les garanties indispensables sur le -plan agricole. Les fruits et légumes, le vin surtout, parallèlement la pêche, voilà les trois domaines dans lesquels il faut se battre pour résister, à l'égoïsme des pays du nord de l'Europe des 10, et à la compétition espagnole ou même italienne, dans la Méditerranée. Les accords appelés "l'Europe bleue", la pêche dans l'ensemble des mers où nous avons accès, risquent d'être gravement bouleversés par un accord avec l'Espagne qui ne serait pas préparé avec assez de précision et de sagesse. En tout cas, il faut que tout cela soit fait avant l'adhésion : accord fruits et légumes, accord sur le vin, accord sur la pêche, plutôt que de faire comme en 1972 où on a fait entrer l'Angleterre avant de s'être mis d'accord de telle sorte que toutes les difficultés sont venues par la suite et continuent encore aujourd'hui. Voilà quelques leçons du passé que j'ai essayé de retenir pour moi-même.\

` Suite sur l'élargissement de la CEE`

- Voilà un débat, c'est intéressant. Qui a raison ? Vous êtes des citoyens libres et responsables, à vous de vous informer et de réfléchir à la faveur de ce débat démocratique. Et peut-il être plus démocratique que dans la salle de l'Hôtel de Ville et parmi vos illustres : - que je n'ai pas tous reconnus : je pense bien qu'il y a Scaliger, je pense bien qu'il y a Lacépède - je suis aveuglé pas

les projecteurs - et naturellement quelques bons militaires qui ont "illustré", c'est le cas de le dire, la suite des temps.

- Nous discutons comme cela, devant vous. Il ne s'agit pas, j'imagine, de préfigurer à Agen les lignes de force de ce que seront les majorités, les oppositions politiques en 1986 `élection législative` et plus tard. En tout cas ce n'est pas mon propos ! Je pense que les Français auront le temps de réfléchir. Ils ne paraissent pas ravis par le film auquel ils assistent aujourd'hui, reconnaissons-le. Quant à l'autre film qu'on leur propose, ils l'ont déjà vu. Il n'était pas fameux. Voilà la difficulté. Est-ce qu'il est possible de bâtir un nouveau scénario avec les mêmes acteurs ou avec d'autres ? C'est aux Français de le dire, ce n'est pas mon affaire aujourd'hui.

- Ce que je recherche, c'est la possibilité de dialogues de ce type, oh ! j'ai été comblé car il est sans fard, mais dans le-cadre de la politesse française et de la courtoisie ici-même parfaitement respectée mais où les idées et les projets s'entrechoquent. Je pense que personne, personne n'a remarqué que cela ne s'était pas passé. Mais au-delà il y a la France, toutes les valeurs de la France qui sont représentées dans cette salle, toutes les valeurs, toutes les possibilités, toutes les capacités, toutes les opinions, la diversité des esprits des traditions, j'allais dire toutes les Histoires de la France, avec un grand H, confondues dans une même Histoire, et ça, c'est la nôtre, c'est pas la mienne, c'est pas la vôtre, c'est la nôtre, et de cette histoire-là, vous êtes comptables, mais moi d'abord, moi, le premier, j'ai été élu à cet effet, et je maintiendrai ! Rien ne me fera changer de route. C'est difficile, je connais les risques encourus, mais je prendrai mes responsabilités parce que je sais que rien ne sera surmonté sans que nous ayons créé tous les éléments de la reprise économique qui ne réussira pas pour affronter les marchés internationaux si l'industrie n'est pas rénovée et parmi les industries, j'entends aussi les industries agro-alimentaires et ici, leur effort est remarquable. Puisse la France toute entière imiter votre exemple et on peut faire encore davantage. Il y a des technologies, des technologies qui permettent de grandes espérances avec des producteurs aussi qualifiés que ceux qui m'entendent aujourd'hui.\

Les histoires, notre Histoire, les traditions, les formes de pensée, la France contient tout cela à la fois. Je n'entretiens pas la confusion et je ne chercherai pas l'évasion dans les mots qui ne signifient rien, vous avez pu vous en apercevoir. Mais il est quelque domaine dans lequel il est nécessaire que les Français marchent à l'unisson, une fois dites les observations nécessaires et même contradictoires. Il vous vient à l'esprit que cela ne recouvre pas la totalité du champ, sans quoi où serait le débat démocratique ? Il faut pouvoir dire oui, il faut pouvoir dire non, bien entendu. Mais de temps à autre permettez au chef de l'Etat de penser qu'il serait bon pour nous tous et pour le pays, de temps à autre, lorsque c'est grave, lorsque c'est nécessaire, que les Français se sentent heureux d'être ensemble, à la fois pour aider ceux d'entre eux qui souffrent davantage - ils sont nombreux - mais aussi pour avoir le courage d'assumer le temps qui est et le temps qui vient, les transformations scientifiques et technologiques qui s'imposent à nous. Il faut moderniser les industries qui ne seraient pas capables d'affronter la concurrence internationale et pour les moderniser, il faut des investissements, il ne faut pas s'attarder dans les technologies dépassées : ce serait tromper les travailleurs que de les engager dans des - entreprises où dans une façon de penser fallacieuse. Ils auraient le sentiment jusqu'aux prochaines élections, peut-être, d'être à l'abri alors qu'ils seraient déjà en perdition. Mon devoir est de leur dire : c'est pour vous que j'agis et que je me bats et il faut transformer les structures industrielles de la France, et pour cela, former les femmes et les hommes aux métiers qu'ils feront et non plus aux métiers qu'on ne fait déjà plus".\

Voilà un certain nombre de données. Le temps passe et je ne peux pas faire attendre davantage vos voisins de Boé. Je dois dire à monsieur le maire d'Agen `Georges Ricci` que j'ai apprécié sa façon de s'adresser à moi : comparaison rugby, eh bien oui il occupait sa place dans l'équipe, enfin j'allais dire dans l'équipe d'en face. Mais enfin les 2 équipes face à face sont sur le même terrain. Et puis ça se règle après la partie : oh, même des bons joueurs, ils peuvent bien prendre un verre, pas trop, cela nuirait au match suivant. Mais ni vous, ni moi ne sommes menacés de cela. Donc prendre un verre après une partie où on a reçu involontairement, cela va de soi, quelques bleus - il y aura des bleus à l'âme - comme a dit un autre que moi - après cette réunion

quelques bicus, il y aura des bicus à l'arme, comme à dit un autre que moi, après cette réunion, mais il y aura aussi l'immense disponibilité que j'éprouve et que vous avez, pour que l'on fasse la France. En France chacun sa place : il y a une majorité, il y a une opposition, il y a l'Etat, il y a la région, il y a le département, chacun a sa place ! Je ne vais pas forcer la nature : beaucoup d'hommes extrêmement respectables disent : il n'est pas question de se mélanger avec la politique de la majorité. Mais c'est bien leur droit ! Je veux même les rassurer : s'ils ne veulent pas, qu'ils se rassurent ! Oui, je n'ai pas du tout l'intention d'insister !

- Voilà pourquoi, chacun où il le peut, il faut agir, et ici vous avez un beau chantier, une population compétente et travailleuse et il faut éviter que l'instrument ne se casse, naturellement, pour qu'il puisse servir, l'améliorer, et c'est un aspect de votre inquiétude, je l'ai bien discerné. Eh bien appliquons-nous pour que l'instrument ne se brise pas avant d'avoir à servir, le cas échéant, avec des alliages nouveaux. J'ai dit "alliages", entendez-moi : c'est une comparaison qui touche à la physique qui n'a rien à voir avec la politique. Monsieur le président du Conseil général `Jean-François Poncet`, vous avez rempli, vous remplissez des responsabilités indéniables, justifiées pour une personnalité de votre qualité. Imaginez-vous un instant que, sachant qu'en qualité de président du Conseil général vous vous adresseriez à moi ici à Agen, j'ignorerais, dans mon imagination, faute de connaître le discours que je n'avais pas à connaître, je ne pourrais pas imaginer ce qui se passerait et je suppose que vous-même vous n'avez pas eu d'illusion sur la suite. Eh bien, cette suite, elle est là. Le gouvernement sous mon autorité a pour charge de remettre la France en-état parce qu'elle n'y était pas ! A nous tous, maintenant, de nous mettre coude à coude pour que ce type de querelle cesse vite et que nous nous sentions tous les bons ouvriers de la France de demain.

- Vive Agen !

- Vive le Lot-et-Garonne !

- Vive la République !

- Vive la France !\